



Décembre 2012 - 8^e édition



NEWSLETTER

<http://urban-intergroup.eu>

ACTION PRÉPARATOIRE

RURBAN : état des lieux

La Commission européenne, en partenariat avec la région Lorraine, a organisé le 16 novembre dernier à Metz (France) un séminaire européen pour présenter les premiers résultats d'une étude sur le « Partenariat pour un développement urbain-rural durable » RURBAN. Cette conférence faisait suite à une réflexion lancée par l'Intergroupe URBAN en 2010 en tant qu'action préparatoire. Celle-ci s'est vue allouer 2 millions d'euros du budget 2011 et 2012 de l'UE.

Cette action préparatoire adoptée par le Parlement européen et actuellement mise en œuvre par la Commission européenne, a pour but de tirer les leçons, en matière de politique publique, du rôle potentiel des partenariats urbains-ruraux dans l'amélioration de la compétitivité régionale et de la cohésion territoriale.

La conférence de Metz a fait suite à la présentation en mars dernier d'une étude préparatoire sur les partenariats de développement urbain-rural durable existant, préparée par l'association allemande pour le logement et le développement urbain et spatial.

A Metz, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a présenté officiellement pour la première fois les résultats d'une étude exhaustive sur l'évaluation des partenariats urbains-ruraux dans certains pays de l'OCDE. A cette occasion ont été présentés les cas de bonnes pratiques existantes en matière de coopération entre zones urbaines et zones rurales en Allemagne, au Royaume Uni et en France.

Cette conférence a été inaugurée par la Ministre française de l'Égalité des Territoires et du

Logement, **Cécile Duflot**, et la Directrice de la DG REGIO, **Charlina Vitcheva**. Environ 200 participants, dont des représentants de la Commission européenne, du Parlement européen, de réseaux urbains et ruraux, des chercheurs et des personnalités officielles de plusieurs Etats membres, ont pris part à la conférence.

Les implications politiques de l'étude ont été discutées lors du dernier panel. Le député européen **Jan Olbrycht** (PPE, Pologne), président de l'Intergroupe URBAN à l'origine du projet, a rappelé l'objectif de l'action préparatoire RURBAN que le Parlement européen a soutenu. Il a aussi souligné l'importance des résultats de l'étude et de ses futures implications politiques. « La politique de cohésion, nécessaire à une croissance à long terme, ne pourra réussir qu'avec le concours de toutes les politiques européennes. C'est la raison pour laquelle nous devons travailler dur, à tous les niveaux administratifs, pour parvenir à une réelle complémentarité des différentes politiques », a affirmé l'eurodéputé. Il a ajouté : « les partenariats urbains-ruraux peuvent réellement améliorer la compétitivité régionale ».

La prochaine étape de cette action sera la conférence organisée à Varsovie (Pologne) en avril 2013. La conclusion de toute l'action préparatoire se déroulera lors d'une conférence finale en Italie.

Pour plus d'information sur le séminaire :
http://ec.europa.eu/regional_policy/conferences/rurban/2012/programme_en.cfm

Pour plus d'information sur RURBAN :
http://ec.europa.eu/regional_policy/what/cohesion/urban_rural/index_en.cfm



Conférences et rencontres d'URBAN

ENVIRONNEMENT

Solutions naturelles pour les aires urbaines en Europe

Une conférence sur « les solutions naturelles pour les villes en Europe » s'est tenue le mercredi 14 novembre au Parlement européen à Bruxelles. Cette conférence était organisée par l'Intergroupe URBAN, en partenariat avec l'Intergroupe « Changement Climatique, Biodiversité et Développement durable ».

La conférence était présidée par **Jan Olbrycht** (PPE, Pologne), président de l'Intergroupe URBAN, **Cristina Gutierrez-Cortinez** (PPE, Espagne) et **Vittorio Prodi** (S&D, Italie), vice-présidents de l'Intergroupe « Changement Climatique, Biodiversité et Développement durable ».

La réunion s'est principalement concentrée sur la présence de la nature dans l'espace urbain. Les participants se sont accordés sur le fait qu'il est essentiel d'être attentif à la nature, dans un contexte d'urbanisation et d'exploitation de l'environnement. Parmi les nombreuses idées qui ont émergé, la plus importante fut la conviction qu'une fusion réelle de la ville et de la nature était possible par des moyens pratiques et concrets.

« Le principe novateur du développement urbain durable a été introduit dans les nouveaux règlements de la politique de cohésion. Maintenant, nous devons traduire ce concept de durabilité en actions concrètes », a insisté **Jan Olbrycht** lors de l'ouverture de la conférence. Il a expliqué que l'apparente contradiction – nature et ville – peut être dépassée par un développement durable des zones urbaines, périurbaines et rurales. Après une présentation des meilleures initiatives en la matière, un échange de vues vivifiant a permis d'appréhender les différentes approches sur la manière de comprendre la biodiversité en ville, du développement régional aux investissements privés en passant par l'activité des ONG.

« Certaines mesures doivent être prises pour être en cohérence avec les buts et objectifs de Tokyo », a dit **Cristina Gutierrez-Cortinez**, membre de l'intergroupe URBAN. L'un des besoins les plus importants pour la ville est de respirer et de diminuer ses émissions de carbone, et par conséquent, son empreinte environnementale », a-t-elle expliqué. « Le développement urbain doit prendre des mesures adaptées à ses particularités en créant plus d'espaces ouverts, avec des espaces verts au sol, ainsi que sur les terrasses et les bâtiments », a-t-elle ajouté. De plus, elle a souligné le fait que le Parlement européen a fait tout son possible pour travailler avec la Commission européenne et l'Agence européenne pour



Pour **Cristina Gutierrez-Cortines** (PPE, Espagne) (à gauche), l'Agenda 21 doit devenir une feuille de route et un guide pour tous les maires en Europe.

l'environnement (AEE) pour amender, revoir et élargir l'Agenda 21 afin qu'il devienne la feuille de route et le guide pour tous les maires en Europe.

Après les présentations, le débat avec l'auditoire a permis un échange de vues fructueux et de nombreuses interventions, notamment celle de **Jacqueline McGlade**, Directrice exécutive de l'Agence européenne pour l'environnement, qui a indiqué : « Nous n'utilisons pas les espaces autour des villes de manière efficace : le verdissement des villes doit vraiment devenir une priorité car nous ne pouvons plus nous permettre de continuer à gâcher la quantité de terrain que nous sommes en train de perdre face aux enjeux de sécurité alimentaire, d'inondations, de changement climatique, etc. ».

Pour conclure la réunion, **Vittorio Prodi** a souligné l'importance de poursuivre les discussions sur le besoin de développer les initiatives de biodiversité urbaine, en raison de la détérioration rapide des environnements urbains. « Nous devons prendre soin de nos territoires de manière à maintenir l'eau aussi longtemps que possible là où elle tombe, car les changements pluviométriques causés par le changement climatique engendrent des conséquences désastreuses sur nos territoires », affirma-t-il. Le député a également souligné que ces « soins » doivent commencer dans les villes européennes, ce qui permettra ensuite aux citoyens de prendre des initiatives pour contrer le changement climatique.

Pour plus d'informations et les présentations : www.ebcd.org/en/EP_Intergroup_CCBSD/Natural_Solutions_for_Urban_Areas_in_Europe.html

CONFÉRENCE

Attractivité des investissements immobiliers d'entreprise dans les villes européennes

L'Intergroupe URBAN et RICS – l'expert mondial des standards professionnels en matière de terrain, de propriété et de construction – a organisé un séminaire le 26 novembre au Parlement européen à Bruxelles pour échanger sur les résultats du rapport de recherche effectué par RICS. L'étude « Immobilier d'entreprise : investissement et villes européennes » vise à mieux comprendre les succès économiques de certaines villes à travers le monde.

Le séminaire était parrainé par le député et vice-président du Parlement européen **Oldřich Vlasák** (ECR, République tchèque) et le président de l'Intergroupe URBAN, **Jan Olbrycht** (PPE, Pologne).

L'étude a montré que des environnements de travail flexibles et efficaces, une mobilité (tant à l'intérieur d'une ville que les connections entre les villes) et des bâtiments « verts » sont parmi les stimulants clés de l'attractivité des investissements dans les grandes villes européennes. L'étude a aussi démontré que les parties prenantes apprécient la prévisibilité, la clarté et la continuité en matière de stabilité politique, de cadre législatif et de fonctionnement du marché.

L'étude se concentre sur les raisons douces (*soft*) qui poussent les investisseurs à s'implanter et investir dans certaines villes européennes. Ces résultats ont été collectés à la suite de table-rondes qui réunissaient les dirigeants ou représentants de locataires, de fournisseurs de services, d'investisseurs et d'autres professionnels de l'immobilier. Les questions portaient principalement sur le choix de résidence, les relations d'une ville avec ses environs, les contraintes du marché et les meilleures pratiques.

Le sujet est de la plus haute importance pour le Parlement européen. Comme **Oldřich Vlasák** l'a déclaré : « Il est clair qu'aujourd'hui les investisseurs apprécient des infrastructures de trans-



Pour **Oldřich Vlasák** (ECR, République tchèque) (*deuxième à gauche*), des infrastructures de transport et d'énergie de qualité sont un facteur clé pour attirer les investisseurs dans les villes européennes.

port et d'énergie de qualité, une main-d'œuvre suffisamment compétente (à un prix raisonnable) mais aussi un standard de qualité de vie raisonnable en ville, avec des opportunités de logement et une accessibilité à l'éducation, aux loisirs et aux soins de santé. Et ce sont des politiques qui sont souvent mises en œuvre par des décideurs locaux, mais façonnées à Bruxelles ». La vie économique d'une ville est en effet intimement liée aux décisions politiques des dirigeants municipaux et aux limites législatives locales.

Au-delà de la mobilité et de la prévisibilité qui sont en tête sur la liste des priorités des investisseurs, les dirigeants ont exposé leur vision sur l'accès aux financements, sur l'ajournement et la renégociation des décisions, la connectivité des banlieues, la qualité générale de vie liée à la stratégie marketing des villes et à la durabilité de la vie dans la ville (l'accessibilité aux bâtiments « verts » ou notés « A », les coûts opérationnels etc.). Une tendance d'après-crise fait que les investisseurs ont beaucoup de difficultés à avoir accès aux financements. Les banques ont virtuellement cessé de prêter pour l'investissement immobilier. L'industrie financière est devenue plus prudente dans ses prêts, la construction et la rénovation sont au plus bas, et l'accroissement de la réglementation dans les services financiers exercent une pression supplémentaire sur les investissements urbains.

En parlant de chiffres

D'après une récente étude du cabinet *Ernst & Young* sur l'opinion des investisseurs, l'Europe de l'Ouest se place au second rang des régions les plus attractives, avec 33 % des investissements mondiaux. L'Europe centrale et orientale en attire 21 %, ce qui fait d'elle la troisième destination la plus attractive. Représentant environ 20 % de l'activité économique, l'immobilier contribue de manière importante à l'économie – plus que les industries automobiles et de télécommunications. L'immobilier commercial représente 2,5 % de l'activité économique et emploie plus de 4 millions de personnes. Jeff Rupp, directeur des affaires publiques de l'INREV, déclare que la moitié de l'immobilier commercial est détenu en tant qu'investissement. Le rôle de ces bâtiments est aussi important lorsque l'on évoque la consommation d'énergie ou les émissions de carbone: l'amélioration de l'efficacité énergétique réduirait les coûts à hauteur de 60 milliards d'euros par an.

La voix d'URBAN en Europe

COOPÉRATION

L'Intergroupe URBAN au premier Forum des maires UE-Chine

L'Intergroupe URBAN était présent au Forum des maires UE-Chine, le premier événement phare du partenariat sino-européen de l'urbanisation.

Le 19 septembre, **Jan Olbrycht** (EPP, Pologne), député européen et président de l'Intergroupe URBAN, a adressé un message de bienvenue aux participants du séminaire « Gouvernance du développement urbain durable : expériences de la Chine et de l'UE ». Il a souligné que le processus d'urbanisation en Chine est un champ d'observation très intéressant pour les acteurs urbains européens. **M. Olbrycht** a insisté sur le fait que, malgré les différences historiques d'implantation urbaine, « l'UE et la Chine peuvent apprendre l'une de l'autre des bonnes ou mauvaises expériences d'urbanisation ». « Aujourd'hui, en dépit des différences d'échelles et en prenant en compte le nombre d'habitants, nous sommes capables de comparer les problèmes et défis auxquels les villes européennes et chinoises doivent faire face », a-t-il conclu.

Cristina Gutiérrez-Cortines (PPE, Espagne), députée européenne, a représenté l'Intergroupe le deuxième jour du Forum, lors de la discussion sur la planification urbaine durable et la construction d'éco-cités faibles en carbone. Elle a déclaré : « Nous ne trouvons pas de solutions aux problèmes de durabilité, d'efficacité et de changement climatique dans



Pour **Cristina Gutiérrez-Cortines** (PPE, Espagne) (à droite), les solutions aux problèmes de durabilité et d'efficacité doivent être trouvées au niveau local. (© CoR)

les grandes conférences internationales, mais au niveau local, dans les villes. Les maires ont décidé de répondre au défi du changement climatique avec beaucoup de responsabilité, et ils y travaillent sur leurs territoires ».

Le Forum des maires UE-Chine a rassemblé des maires européens et chinois, des décideurs locaux, des urbanistes, des représentants du monde des affaires et des ONG voulant tous partager leurs expériences dans leur recherche de solutions durables, intégrées et efficaces. Cette conférence était une initiative inédite de coopération décidée au plus haut niveau par la Chine et l'UE, et lancée à l'occasion du 7ème sommet UE-Chine. Le Forum s'est conclu par la signature de la Charte commune des maires européens et chinois.



Séminaires sur les villes

La 10ème semaine européenne des régions et des villes – Open Days – organisée à Bruxelles en octobre, a représenté comme toujours une bonne occasion de parler des villes européennes et de leur développement. Les membres de l'Intergroupe URBAN étaient présents à de nombreux événements, surtout lors du débat "Be SMART - Think CITY!" et le panel sur le logement urbain.

Be SMART - think CITY!

Les participants du débat « Be SMART - think CITY » ont répondu à la question : « que font nos villes et nos régions pour devenir "intelligentes" ? » Du transport propre au vieillisse-

ment actif en passant par la rareté de l'eau, les participants ont discuté de solutions multidisciplinaires pour rendre les villes européennes plus "intelligentes". Les débats se sont concentrés aussi sur les tentatives de définir ce qu'est une "ville intelligente", ses caractéristiques et principaux buts, ainsi que le concept de "smart cities" dans la stratégie UE 2020.

Pour l'eurodéputé **Jan Olbrycht** (PPE, Pologne), président de l'Intergroupe URBAN et modérateur du panel, « l'expression "smart city" devrait devenir une nouvelle manière de penser la ville, être synonyme d'une bonne gestion globale ». Il a insisté sur le fait que le concept « ne devait pas simplement être associé aux nouvelles technologies ». Lors de



Pour **Jan Olbrycht** (PPE, Pologne), « l'expression "smart city" devrait devenir une nouvelle manière de penser la ville, synonyme d'une bonne gestion globale ». (© Yvan Barbera)

son discours d'ouverture, M. **Olbrycht** a aussi souligné aussi que l'adjectif "smart" est devenu très tendance, mais que son sens n'est pas compris de la même façon par tous, « c'est pourquoi nous devons être très prudents ». Le député a également insisté sur l'idée que le concept de "smart city" ne s'applique pas uniquement aux villes qui gèrent de manière efficace les problèmes d'énergie et de transport. « Une "ville intelligente" est aussi une ville qui s'intègre dans une réalité constamment changeante, qui est bien gérée par des personnes qui utilisent leurs connaissances, les nouvelles technologies et le capital humain pour répondre à chaque nouveau défi », a-t-il conclu. La conférence était organisée par un consortium de régions de Bulgarie, du Danemark, de Finlande, d'Italie, de Lettonie, de Pologne, d'Espagne et de Suède.

Financer l'efficacité énergétique des bâtiments dans les aires urbaines

Le 10 octobre, l'eurodéputé **Lambert van Nisterlooij** (PPE, Pays-Bas), vice-président de l'Intergroupe URBAN, a participé à un panel sur le logement urbain. Le principal sujet de discussion était de savoir comment l'UE peut aider à combiner le logement abordable aux

objectifs climatiques dans les aires urbaines. La Commission européenne propose actuellement de concentrer 20 % du Fonds européen de développement régional (FEDER) à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables dans les régions les plus développées et les régions en transition, et 6 % dans les régions les moins développées.

« Actuellement, les Etats membres et les régions préparent leurs programmes opérationnels », a rappelé **Lambert van Nistelrooij**. « En 2013, un accord sera signé entre la Commission européenne et chacun des Etats membres. Soyez conscients de ces changements qui seront effectifs au 1er janvier 2014 », a-t-il expliqué.

« J'insiste sur le fait qu'il ne s'agit pas uniquement de rendre plus de fonds disponibles. 7 % des fonds de la politique régionale sont déjà alloués à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables. Cependant, ces fonds sont difficilement utilisés au niveau régional et national, ce qui constitue malheureusement une opportunité gâchée », a-t-il déploré. « Néanmoins, le Parlement soutien un amendement afin de contribuer à l'efficacité énergétique des logements dans les pays de la cohésion », a ajouté M. **van Nistelrooij**.

SÉMINAIRE

Politique de cohésion : les agences d'urbanisme ont leur mot à dire

Karima Delli (les Verts/ALE, France), députée européenne et vice-présidente de l'Intergroupe URBAN, est intervenue le 12 octobre à Bruxelles lors du séminaire européen de la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme (FNAU) françaises. En présence des représentants des agences d'urbanisme, d'élus locaux, et de représentants de la Commission européenne et de la DATAR, elle a présenté un état des lieux des négociations



Karima Delli (les Verts/ALE, France) (deuxième à gauche) a plaidé pour que les agences d'urbanisme françaises soient plus impliquées dans l'élaboration, le suivi et l'évaluation des stratégies territoriales.

entre le Parlement européen et le Conseil dans le cadre de la prochaine programmation de la politique de cohésion (2014-2020) sur le développement urbain durable.

Elle a regretté les retards de calendrier des négociations, pour partie tributaires des négociations sur le cadre financier pluriannuel. Elle a ainsi rappelé la difficulté pour les régions et l'administration centrale d'anticiper ces décisions finales pour définir à temps leur stratégie de développement.

Dans un second temps, **Karima Delli** a énoncé les obstacles que la France devra encore surmonter pour mettre en place une véritable démarche intégrée, notamment en amélio-

rant la complémentarité avec ses dispositifs nationaux, pour renforcer la gouvernance multi-niveaux selon une décentralisation appropriée et pour développer la mutualisation des savoirs et des bonnes pratiques.

Elle a enfin lancé un message de soutien aux agences d'urbanisme françaises pour qu'elles prennent part au mieux à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation des stratégies territoriales et qu'elles continuent de sensibiliser au mieux les élus locaux sur les opportunités qu'offrent les fonds européens de la politique régionale et sur l'intérêt à participer à des programmes de coopération territoriale.

ROMA-NET

Absence de progrès sur le financement régional de l'UE pour le logement des communautés marginalisées

Le 8 novembre, le député européen **Lambert van Nistelrooij** (PPE, Pays-Bas), vice-président de l'Intergroupe URBAN, était invité à la conférence : « L'inclusion des Roms dans le milieu urbain : stratégies, pratiques actuelles et futures », organisée par les partenaires du projet Roma-Net et par la Commission européenne. Il a vivement incité les autorités locales et régionales à progresser davantage dans l'utilisation des fonds européens pour le logement des communautés marginalisées telles que les communautés Roms.

Des fonds régionaux européens sont disponibles pour le logement mais ils vont de pair avec un réel engagement au niveau local. Cet engagement devrait donc être renforcé en incluant la Stratégie nationale pour les Roms dans le contrat de partenariat et les programmes nationaux de réforme pour la période 2014-2020.

« La nouvelle approche qui part du terrain ("place-based") libère des capacités locales encore non utilisées et permet d'assigner 5 % du Fonds européen de développement régional (FEDER) de chaque Etat membre pour des stratégies urbaines intégrées », a expliqué **Lambert van Nistelrooij**. Il a confirmé que des fonds seront disponibles pour le logement.



Lambert van Nistelrooij (PPE, Pays Bas) a poussé les autorités locales et régionales à faire plus de progrès dans l'utilisation des fonds européens pour le logement en faveur des communautés marginalisées, telles que les Roms.

« Concernant le second instrument important, le "développement local mené par des acteurs locaux" ("*community led local development*"), les stratégies avec l'approche intégrée de bas en haut ("*bottom-up*") financées par les différents fonds, pourront jouer un rôle significatif dans l'inclusion des communautés marginalisées, y compris les Roms », a-t-il expliqué, en soulignant que « ce pourrait être un outil efficace pour l'implication des communautés elles-mêmes qui sont les premières concernées ».



Jan Olbrycht - ASP 14E101 - jan.olbrycht@europarl.europa.eu - Tél. : +32 (0)2 28 455 11
Arlene McCarthy - ASP 13G351 - arlene.mccarthy@europarl.europa.eu - Tél. : +32 (0)2 28 455 01
Oldřich Vlasák - WIB 03M113 - oldrich.vlasak@europarl.europa.eu - Tél. : +32 (0)2 28 453 57
Marie-Thérèse Sanchez-Schmid - ASP 13E158 - marie-therese.sanchez-schmid@europarl.europa.eu - Tél. : +32 (0)2 28 457 83
Karima Delli - ASP 08H342 - karima.delli@europarl.europa.eu - Tél. : +32 (0)2 28 453 62
Ramona Mănescu - ASP 08G254 - ramonanicole.manescu@europarl.europa.eu - Tél. : +32 (0)2 28 458 65
Lambert van Nistelrooij - ASP 12E142 - lambert.vannistelrooij@europarl.europa.eu - Tél. : +32 (0)2 28 454 34
Peter Simon - ASP 12G146 - peter.simon@europarl.europa.eu - Tél. : +32 (0)2 28 455 58
Rui Tavares - ASP 07F265 - rui.tavares@europarl.europa.eu - Tél. : +32 (0)2 28 456 52